

**Décision n° 2018-0309**  
**du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 5 mars 2018**  
**modifiant les décisions n° 2015-1513 en date du 27 novembre 2015,**  
**n° 2015-1693 en date du 30 décembre 2015 et n° 2017-0155 en date du 31 janvier 2017**  
**attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques**  
**à la société Electricité de France (EDF)**  
**pour un réseau indépendant du service fixe**  
**sur le territoire national**

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 36-7 (6°), L. 42-1 et R. 20-44-11 ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2017 relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2015-1513 du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 27 novembre 2015 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société Electricité de France (EDF) pour un réseau indépendant du service fixe dans le département de la Loire (42) ;

Vu la décision n° 2015-1693 du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 30 décembre 2015 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société Electricité de France (EDF) pour un réseau indépendant du service fixe dans les départements de la Guadeloupe (971), de la Guyane (973) et en France métropolitaine ;

Vu la décision n° 2017-0155 du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 31 janvier 2017 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société Electricité de France (EDF) pour un réseau indépendant du service fixe dans les départements des Landes (40), des Pyrénées-Atlantiques (64) et des Hautes-Pyrénées (65) ;

Vu la décision n° 2017-0383 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 21 mars 2017 modifiant la décision n° 2015-1160 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 1<sup>er</sup> mars 2017 modifiée portant délégation de signature ;

Vu les demandes en date du 8 février 2018 de la société Electricité de France (EDF), reçues le 15 février 2018 ;

**Décide :**

**Article 1.** Les annexes 2 et 3 à la décision n° 2015-1513 en date du 27 novembre 2015, l'annexe 32 à la décision n° 2015-1693 en date du 30 décembre 2015 et l'annexe 11 à la décision n° 2017-0155 en date du 31 janvier 2017 susvisées sont supprimées à compter de la date de la présente décision. Les fréquences correspondantes, telles que figurant à l'annexe 1 à la présente décision, sont restituées.

**Article 2.** Le directeur Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la Electricité de France (EDF).

Fait à Paris, le 5 mars 2018,

Pour le Président et par délégation

Rémi STEFANINI  
Directeur Mobile et Innovation